



Centre d'hébergement et de réinsertion sociale
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Siège social : 63, rue Vercingétorix – 75014 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE 2018

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018



P C A Conseils

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 - Télécopie : 01 42 12 96 97

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2018

Aux membres de l'Assemblée Générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration du 15 octobre 2013, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Urgence Jeunes, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport, faisant apparaître un total de bilan de **2 181 922 €** et un résultat excédentaire de **46 055 €** sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points suivants :

- Les résultats des activités conventionnées ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification,
- Le résultat des activités non conventionnées (gestion propre) est approuvé et affecté par l'Assemblée Générale de l'association sur proposition du Conseil d'Administration.

Par ailleurs je vous précise que mes contrôles ne s'étendent pas au compte administratif de votre CHRS présenté aux autorités de tarification.



Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif
63, rue Vercingétorix
75014 PARIS

II. Fondement de l'opinion

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes :

- Dans le cadre de mon appréciation des principes comptables suivis par l'association, j'ai été conduit à examiner les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités de tarification assurant le financement des établissements : j'ai obtenu les éléments justifiant la manière dont ont été comptabilisés l'affectation définitive des résultats conformément aux décisions des dites autorités au cours de l'exercice et la manière dont ces arrêts modifient ou non les comptes annuels des établissements,
- Le paragraphe « CREANCES » de l'annexe des comptes annuels détaille les modalités de dépréciation et de pertes irrécouvrables des créances ASE.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif
63, rue Vercingétorix
75014 PARIS

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif
63, rue Vercingétorix
75014 PARIS

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 15 mai 2019

Le Commissaire aux comptes

Société PCA Conseils

Représentée par Monsieur Patrice CASALS

BILAN ACTIF

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

ACTIF	Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018			01/01/2017 au 31/12/2017
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	1 402	1 402		
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels				
Autres immobilisations corporelles	20 208	20 208		134
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immob. de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	61 104		61 104	60 308
TOTAL (I)	82 714	21 610	61 104	60 442
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres appros				
En-cours de production (biens/services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances redevabl. et cptes rattach.	188 200	74 375	113 825	186 925
Autres	53 512		53 512	75 066
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 944 644		1 944 644	1 421 706
Charges constatées d'avance (3)	8 837		8 837	7 570
TOTAL (III)	2 195 193	74 375	2 120 818	1 691 267
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 277 907	95 985	2 181 922	1 751 709

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an


 Le présent document a servi de
 support matériel à la rédaction
 du rapport qui précède.

BILAN PASSIF

Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

PASSIF	Du 01/01/2018 au 31/12/2018	Du 01/01/2017 au 31/12/2017
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	928 585	939 556
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	46 055	12 276
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise	60 517	37 271
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	1 035 158	989 103
Comptes de liaison		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	76 244	51 049
TOTAL (III)	76 244	51 049
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	504 460	328 801
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)	504 460	328 801
DETTES (1)		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	302 938	224 992
Dettes fiscales et sociales	135 618	157 605
Redevables créditeurs		
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	84	159
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	127 420	
TOTAL (V)	566 060	382 756
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 181 922	1 751 709

(1) Dont à plus d'un an

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

(3) Dont emprunts participatifs

566 060

382 756

COMPTE DE RÉSULTAT

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

	Du 01/01/18 au 31/12/18	Du 01/01/17 au 31/12/17
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	1 323 247	1 161 107
Production vendue de travaux		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	1 192 830	991 326
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	115 213	5 586
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Cotisations		
Autres produits (hors cotisations)	1 060 892	1 151 186
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 692 181	3 309 205
CHARGES D'EXPLOITATION (2)		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et de fournitures		
Variation de stocks de matières premières et de fournitures		
Achats d'autres d'approvisionnements		
Variation de stocks d'approvisionnements		
Autres achats et charges externes *	2 286 223	2 141 355
Impôts, taxes et versements assimilés	47 388	40 471
Salaires et traitements	604 947	539 561
Charges sociales	360 203	318 655
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	134	388
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	6 300	7 950
Dotations aux provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées	200 854	224 887
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	106 291	71
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 612 339	3 273 339
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)	79 842	35 867
Opération en commun, Bénéfice attribué ou Perte transférée (III)		
Opération en commun, Perte supportée ou Bénéfice transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	820	859
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	820	859

COMPTE DE RÉSULTAT


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

	Du 01/01/18 au 31/12/18	Du 01/01/17 au 31/12/17
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)		
RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)	820	859
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	24 670	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	24 670	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	59 082	22 665
Sur opérations en capital		1 585
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	59 082	24 250
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)	-34 412	-24 250
Impôt sur les bénéfices	195	199
SOLDE INTERMÉDIAIRE	46 055	12 276
TOTAL DES PRODUITS	3 717 671	3 310 064
TOTAL DES CHARGES	3 671 616	3 297 788
EXCÉDENT OU DÉFICIT (3)	46 055	12 276
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL PRODUITS		
CHARGES		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES		
TOTAL	46 055	12 276

* Y compris : Redevances de crédit-bail mobilier
Redevances de crédit-bail immobilier

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de

24 550

59 082

-34 412

22 665

-24 250

ANNEXE

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 2 181 922.15 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 46 055.32 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis et présentés suivant les dispositions résultant du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et suivant les normes particulières définies par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) n° 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- | | |
|--------------------------------|-------|
| - Mat.de bureau & informatique | 3 ans |
|--------------------------------|-------|

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont constituées de cautionnements versés.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision pour dépréciation a été dotée pour 6 300€.

Les créances ASE des années 2010 à 2013 non réglées au 31/12/2018 ont été comptabilisées en pertes sur créances irrécouvrables pour un montant total de 106 040.95€. Une reprise de provision a donc été enregistrée pour le même montant.

Les dépréciations s'élèvent à 74 375€ au 31 décembre 2018 et concernent les créances ASE non réglées pour la période de 2014 à 2018.

ANNEXE



URGENCE JEUNES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 402		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	20 208		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	20 208		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		60 308		796
		TOTAL	60 308		796
		TOTAL GENERAL	81 918		796

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			1 402	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Matériel de transport Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			20 208	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			20 208	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières				61 104	
		TOTAL			61 104	
		TOTAL GENERAL			82 714	

ANNEXE


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, dévelop.	TOTAL	1 402			1 402
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL				
Terrains					
Constructions	<div> <div>Sur sol propre</div> <div>Sur sol d'autrui</div> <div>Inst. générales agen. aménag.</div> </div>				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		20 074	134		20 208
Autres immobs corporelles	<div> <div>Inst. générales agencem. amén.</div> <div>Matériel de transport</div> <div>Mat. bureau et informatiq., mob.</div> <div>Emballages récupérables divers</div> </div>				
	TOTAL	20 074	134		20 208
	TOTAL GENERAL	21 476	134		21 610

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVI SION POUR AMORTI SSEMENTS DÉROGATOI RES							
IMMOBILISATIONS		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice	
AMORTISSABLES		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel		
Frais d'établissements									
TOTAL									
A. Immob. incorpor.									TOTAL
Terrains									
Constr.	Sur sol propre								
	Sur sol autrui								
	Inst. agenc. et amén.								
Inst. techn. mat. et outillage									
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div								
	Matériel transport								
	Mat. bureau mobilier inf.								
	Emballages réc. divers								
TOTAL									
Frais d'acquisition de titres de participations									
TOTAL GÉNÉRAL									
Total général non ventilé									

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	51 049	25 195		76 244
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL		51 049	25 195		76 244
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
Provisions pour dépréciation	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients	174 116	6 300	106 041	74 375
	Autres provisions pour dépréciation				
	TOTAL	174 116	6 300	106 041	74 375
TOTAL GÉNÉRAL		225 165	31 495	106 041	150 619
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		31 495	106 041	
	- financières				
	- exceptionnelles				

Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	61 104		61 104
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	74 775	74 775	
	Autres créances clients	113 425	113 425	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	137	137	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 927	5 927	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	5 776	5 776	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	41 672	41 672	
	Charges constatées d'avance	8 837	8 837	
TOTAUX		311 653	250 549	61 104
Renvois (1) (2)	Montant des			
	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	8 837
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	8 837

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	6 692
Disponibilités	
TOTAL	6 692



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

L'association gère un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale dans le cadre du programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables", sous le contrôle d'un tiers financeur (la DRIHL de Paris). Le résultat de l'exercice encore sous contrôle du tiers financeur figure dans les fonds associatifs. Il sera affecté après décision en N+2, en réserves, provisions ou en atténuation des résultats futurs.

Le compte "report à nouveau" est utilisé pour l'affectation, par l'organe statutairement compétent, des excédents et des déficits qui impactent les fonds propres de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Écart de réévaluations sans droit de reprise				
Fonds associatifs avec droit de reprise	37 271	30 317	7 071	60 517
Écart de réévaluations avec droit de reprise				
Réserves				
Report à nouveau	939 556	7 071	18 041	928 585
Résultat comptable de l'exercice antérieur	12 276	46 055	12 276	46 055
Subventions d'investissement non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
TOTAUX	989 103	83 443	37 388	1 035 158



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

A la date de notification des subventions de fonctionnement, le produit d'exploitation est constaté pour le montant total de la subvention. A la clôture, dès lors que la subvention finance un projet débutant l'exercice suivant, un produit constaté d'avance est enregistré à hauteur du montant de la subvention.

Si le projet est rattaché au même exercice que la subvention, des fonds dédiés sont comptabilisés.

Ces "fonds dédiés" sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Le tableau ci-dessous donne le détail des fonds dédiés.

Ressources	Situations	Année	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
				A	(7895 ou 7897) B	(6895 ou 6897) C	D = A-B+C
ASE		2018	119 121	328 801		175 659	504 460
TOTAL			119 121	328 801		175 659	504 460



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	302 938	302 938		
Personnel & comptes rattachés	41 311	41 311		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	63 969	63 969		
Etat & Impôts sur les bénéfices	1 055	1 055		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	29 283	29 283		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	84	84		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	127 420	127 420		
TOTAUX	566 060	566 060		

- Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.
(2) Montant divers emprunts, dett/associés



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	127 420
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	127 420

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247 207
Dettes fiscales et sociales	43 478
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	290 684



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 76 244.02 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 2.03 %

Table de mortalité INSEE 2012-2014

Départ volontaire à 67 ans

Progression de salaire : 1%

Taux de charges sociales : 60%

Taux de turn-over : moyen

Convention collective : FEHAP 51

Cette indemnité correspond au montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagement de retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite.

Cette information est conforme à la loi 123-13 du Code de Commerce.

La dotation de l'année est de 25 194.68€.


Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Informations requises par l'article R 123-198-9° du Code de Commerce :

Le montant total des honoraires du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 5 220 € TTC.



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, l'association doit indiquer, dans l'annexe aux comptes annuels, le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants. L'information qui serait fournie dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de publicité des rémunérations et avantages.

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les charges sur exercices antérieurs d'un montant de 58 283€ correspondent à des régularisations de subventions des années 2011 et 2012.

Les produits sur exercices antérieurs d'un montant de 24 550€ sont composés de régularisations de subventions des années 2009 et 2010 pour 16 500€ et de sommes trop perçues de l'ASE 93 en 2014 pour 8 050€.



Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction
du rapport qui précède.

VENTILATION DU RESULTAT

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

Activités	Résultat Comptable	Reprise Année n-2 (1)	Résultat "Gestion"	Résultat Financeurs	Résultat Association
Chrs	32 269	27 009	59 278	62 048	-2 771
Ase	0		0		0
Pph	14 206		14 206		14 206
Association	-5 201		-5 201		-5 201
Lycjm	4 782		4 782		4 782
TOTAL	46 055	27 009	73 064	62 048	11 016

(1) Reprise année n-2 des résultats des tiers financeur;

Les résultats de l'année N-2 des budgets dits "sous tutelle" sont inscrits aux comptes "resultats sous contrôle de tiers financeurs",

Les comptes principaux de Report à nouveau (110000 et 119000) enregistrant les résultats dégagés sur la gestion propre de l'Association.



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.